

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

Nîmes, le 10/12/2024

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXENS SA**

Avenue Jean Moulin  
30340 Salindres

Références :

Code AIOT : 0006601577

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 "Gestion des by-pass / shunts" au sein des établissements Seveso seuil haut, ayant une activité de production. Les shunts et by-pass d'un équipement effectués lors des interventions ou travaux sur une installation industrielle peuvent conduire à des situations accidentelles, notamment lors du redémarrage de celle-ci. Le retour d'expérience accidentologique dénombre plusieurs accidents dont certains ont eu de graves conséquences, notamment lorsque les shunts et by-pass concernent des matériels et équipements ayant une fonction de sécurité. Le secteur de l'industrie chimique est particulièrement concerné (49 % des événements recensés) compte tenu de l'instrumentation importante des process dans ce secteur d'activité. Les inspections portent notamment sur le mode opératoire et la procédure de shunt et by-pass définis par l'exploitant de l'installation, l'enregistrement des actions de shunt et by-pass, l'habilitation et la formation du personnel autorisé à effectuer ces opérations, ainsi que sur la communication entre les équipes chargées de l'installation au sein du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A

- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

**Contexte de l'inspection :** Actions nationales 2024

**Thèmes de l'inspection :** AN24 Shunt

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant peut être amené à shunter/by-passer des barrières. Il ne réalise pas de shunts ou de by-pass sur les MMR.

La gestion des modifications provisoires est encadrée par une procédure et tracée via SAP. La validation est faite sur SAP après


concertation par 2 personnes différentes (un membre du CODIR propriétaire de l'installation et le responsable HSE).

Lors de l'inspection, il a été demandé que la procédure « Gestion des modifications» soit améliorée, notamment en ce qui concerne :

- la formalisation de l'analyse des risques et des mesures compensatoires,
- la fréquence des réunions assurant le suivi des modifications provisoires,
- la validation formalisée de la constatation de la fin des travaux,
- les différents cas de figures concernant l'affichage des shunts et by-pass.


## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Principes généraux de prévention des risques


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b> La procédure « Gestion des modifications » (réf SLD_BE_PR_127_FR, Rev.7) a été transmise à l'inspection. Celle-ci détermine les modifications définitives et provisoires. Les modifications provisoires sont des modifications limitées dans le temps et autorisées pour permettre la continuité des activités. Il peut s'agir de modification physique d'un appareil, de modification de seuils de sécurité ou de grafkets (barrières physiques et instrumentales Y et S), de by-pass d'une barrière de sécurité électrique ou mécanique. Un formulaire d'analyse des risques est rempli pour déterminer si les modifications sont significatives ou non. Si celles-ci ne sont pas significatives, elles ne sont pas gérées par la procédure de modifications provisoires. Depuis 2 ans, le site autorise les shunts et by-pass sur des sécurités. L'exploitant ne délivre pas de permis de modification provisoire sur une MMR. S'il est nécessaire d'intervenir sur MMR, l'atelier concerné par la MMR est arrêté. Le processus est défini dans la procédure de gestion des modifications : La liste des personnes à l'origine de la demande initiale est déterminée en fonction du poste de la personne et en cas d'intervention d'une part en jour ouvré et d'autre part le WE et autres jours non ouvrés. Le demandeur peut être le propriétaire de l'installation, notion qui permet de responsabiliser l'agent de maîtrise ou le chef de poste sur ce qu'il se passe dans son périmètre. Les permis de modifications ne sont pas délivrés la nuit en semaine. Il n'y a pas de cahier de shunts. Les demandes sont formulées via un avis dans la GMAO (logiciel SAP) comportant les dates, les postes, la durée maximale d'un mois ainsi que les mesures compensatoires. Un mail au membre du CODIR propriétaire est envoyé. Celui-ci, après concertation avec le responsable HSE, va passer l'avis en statut « VALI ». Il y a une double validation auprès du CODIR et du responsable HSE. Cet avis est transformé en OT et AT (ordre et autorisation de travail). Après la mise en place des mesures compensatoires, l'intervenant réalise les travaux et fait constater la fin de ceux-ci par le correspondant donneur d'ordre ou le chef de poste principal qui validera la fin des travaux. A la fin des travaux, l'intervenant appose une signalétique spécifique avec numéro d'AT ainsi que les dates de début et de fin. Pour les changements de seuils ou de grafket, il y a un affichage prévu sur la supervision. L'exploitant a indiqué qu'un quart des modifications provisoires était des shunts, le reste pouvant être des modifications d'équipements (ex : modification sur un tuyau, changement d'une pièce). En 2023, 10 shunts ont été réalisés. Pour l'année 2024, au 24/10/2024, 13 shunts ont été effectués. Les shunts sont mis en œuvre afin de permettre de limiter le nombre d'arrêts qui peuvent être pénalisants lors de la production.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Présence d'une procédure SGS


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b> 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> La procédure « Gestion des modifications» (réf SLD_BE_PR_127_FR, Rev.7) a été transmise à l'inspection. Les MMR ne sont pas listées dans la procédure mais un formulaire d'enregistrement recense les MMR du site (SLD_MTN_LISTE_012_FR Rév 6).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Revue de la procédure SGS


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b> 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Une revue de shunts est faite tous les mois par le responsable maintenance (extraction de la GMAO). Celui-ci relance les différents propriétaires des shunts afin de poursuivre ou pas la modification temporaire. Un suivi périodique des shunts est effectué en CODIR tous les 15 jours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



#### N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<b>Constats :</b> <p>La procédure « Gestion des modifications » (réf SLD_BE_PR_127_FR, Rev.7)(réf SLD_BE_PR_127_FR, Rev.7) concerne notamment les modifications provisoires dont les shunts et by-pass de barrières. Les MMR ne font pas l'objet de permis de modification provisoire. La procédure est détaillée au 1er point du présent rapport.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté un manque de précisions/ description du fonctionnement dans la partie modifications provisoires de la procédure notamment en ce qui concerne:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la formalisation de l'analyse des risques et des mesures compensatoires,</li><li>- la fréquence des réunions assurant le suivi des modifications provisoires,</li><li>- la validation formalisée de la constatation de la fin des travaux,</li><li>- les différents cas de figures concernant l'affichage des shunts et by-pass.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'apporter les précisions énumérées dans le constat ci-dessus dans la procédure « gestion des modifications » (partie modifications provisoires).</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

## N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Mise en œuvre
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<b>Constats :</b> <p>En salle, l'avis clôturé enregistré dans SAP correspondant au shunt de niveau pour le dépotage d'un camion de l'atelier AMELIE a été consulté par l'inspection. Les mesures compensatoires ainsi que la validation de la constatation de la fin des travaux n'avaient pas été indiquées dans SAP.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection s'est intéressée aux shunts en cours et a pu constater que le shunt d'un capteur de niveau haut était affiché sur le synoptique de l'atelier ISABELLE.</p> <p>Pour un autre shunt, l'inspection a pu constater la mise en place des mesures compensatoires ainsi que l'affichage de l'étiquette de "modification provisoire" comportant la date, ainsi le numéro d'ordre correspondant.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les mesures compensatoires ainsi que la vérification de la fin des travaux soient formalisées dans la GMAO.</p> <p>L'inspection préconise à l'exploitant de parcourir l'ensemble des shunts depuis 2022 afin de capitaliser ces informations et d'avoir un retour d'expériences sur la gestion des shunts et by-pass du site (mesures compensatoires définies, barrières concernées).</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

## N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation</li><li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li><li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li></ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li><li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li><li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li><li>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li><li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les modifications provisoires sont enregistrées dans la GMAO via SAP. L'inspection a regardé plusieurs exemples de modifications provisoires en cours. L'analyse des risques pour les permis de modifications provisoires n'était pas formalisée au sein de la GMAO. Par ailleurs, l'inspection a constaté que les mesures compensatoires devaient être plus détaillées notamment par l'ajout de pièces jointes (mail) dans la GMAO afin que l'ensemble des informations sur le shunt soient disponibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant:</p>

- de mieux formaliser l'analyse des risques concernant les permis de modifications provisoires dans la GMAO,
- de détailler les mesures compensatoires et de les rendre plus visibles dans la GMAO.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois

## N° 7 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Formation du personnel et entreprises extérieures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li><li>-la tenue à jour des procédures ;</li><li>-le test des procédures incident/ accident ;</li><li>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li></ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le personnel d'Axens et de la société SNEF (électricité/instrumentation) ont des rappels réguliers sur les bonnes pratiques en terme de shunts en réunion de service. Le personnel SNEF ne peut pas être valideur d'un shunt sur SAP. Celui-ci remplit un rapport d'intervention et l'ordre est clôturé par le personnel d'Axens.</p> <p>Le personnel de la SNEF, qui a en charge la pose des shunts, a été sensibilisé à cette procédure ainsi qu'aux bonnes pratiques sur le site : 10 personnes à l'année ont été informées lors de causeries, revues et flashs sécurité. Ces personnes ont par ailleurs d'autres qualifications notamment pour les tests d'instrumentation avec un processus de validation par Axens.</p> <p>Une causerie PR127 concernant la procédure de gestion des modifications datée de septembre 2024 a été présentée à l'inspection. Une fiche d'émargement a été présentée permettant de formaliser la sensibilisation du personnel SNEF à la procédure.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>